



Venezuela : Les Etats-Unis utilisent des techniques d'Etat policier contre le Venezuela

Par [Misión Verdad](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2018

resumenlatinoamericano.org 13 mai 2018

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Le blocus financier mis en place par les Etats-Unis à la demande des agents de l'anti-chavisme vénézuélien et international est la clef pour imposer un Etat policier destiné à faire s'aligner les Gouvernements, les peuples et l'ordre international sur l'image de l'Occident. Au Venezuela, il touche des domaines sensibles de la vie quotidienne de la population comme l'alimentation, le transport, les médicaments et les services publics comme l'eau, l'électricité, le gaz, entre autres. Commençons par la contrebande.

Les médicaments très chers pour le traitement de maladies comme le cancer, le diabète, l'hypertension, les antidépresseurs, les antibiotiques, beaucoup avec l'étiquette « à l'usage des institutions » ont été saisis à Barranquilla, Cartagena, Medellín et Bogotá. Ces médicaments y ont été amenés en contrebande du Venezuela, ainsi que du matériel médical pour la chirurgie et les traitements spécialisés. Au cours de 14 perquisitions, 9 896 boîtes de médicaments, 5 537 appareils médicaux et 570 boîtes de réactifs pour le diagnostic in-vitro destinés à être commercialisés ont été saisis.

Cette information, qui date d'avril dernier, n'est qu'un exemple de l'importance de la contrebande qui touche le Venezuela mais n'a pas été aussi diffusée que le dossier sur la « crise humanitaire » sur la frontière avec le Nord de Santander et la Guajira auquel participent aussi des organismes multilatéraux comme le Programme Mondial pour les Aliments de l'ONU.

Des petits cigares, de la viande, du café, du riz, des légumes, des fruits, de l'eau et des bombonnes de gaz domestique, parmi d'autres produits produits ou achetés par le peuple et le Gouvernement du Venezuela font l'objet de contrebande sur la frontière entre la Colombie et le Venezuela. Des délinquants ont aussi volé des câbles électriques et d'autres matériels stratégiques pour les vendre en Colombie, portant ainsi atteinte aux services de base.

D'énormes quantités de billets de 100 000 bolivars sont vendues de l'autre côté de la frontière au double de leur valeur, c'est à dire que pour chaque billet de 100 000 bolivars, ils donnent le double par virement électronique sur des comptes à la banque Banesco, de préférence. Le papier monnaie vénézuélien est utilisé en Colombie pour falsifier d'autres monnaies ou pour l'achat de produits de contrebande.

La frontière terrestre entre les 2 pays est de 2 219 kilomètres, on dit que c'est la plus peuplée d'Amérique du Sud. On estime qu'il y a plus de 200 sentiers illégaux par lesquels circulent plus de 100 000 barils de dérivés du pétrole comme l'essence et les lubrifiants par

jour. Cela provoque des pertes de 1,5 millions de dollars par jour, selon Petróleos de Venezuela (PDVSA).

Le blocus financier et Juan Manuel Santos entrent en jeu

Cette extraction intensive a obligé le Gouvernement à faire des achats à l'étranger qui ont été systématiquement bloqués par les Etats-Unis grâce à la menace et au chantage envers les entreprises qui devaient les fournir et les Gouvernements de différents pays. Le président de la Commission du Pouvoir Public de l'Assemblée Nationale Constituyente (ANC), Pedro Carreño, a affirmé en janvier dernier qu'en novembre 2017, 23 virements effectués dans le système financier international pour l'achat d'aliments, de produits de base et de médicaments ont été retournés. Bien que le Venezuela ait payé plus de 70 000 millions de sa dette, les agences de notation déclarent le pays en banqueroute.

En août 2017, le président étasunien Donald Trump a signé un ordre exécutif qui interdit la négociation d'une nouvelle dette et de capitaux par le Gouvernement vénézuélien et l'entreprise pétrolière d'Etat PDVSA et ne permet pas de payer des dividendes au Venezuela.

En 2017 également, quelques 300 000 doses d'insuline payées par l'Etat vénézuélien ne sont pas arrivées à destination parce que la banque étasunienne Citibank a empêché leur achat, 18 millions de caisses destinées aux CLAP n'ont pas débarqué à cause des obstacles mis par le système financier étasunien, un chargement de médicaments contre la malaria a été retenu par un laboratoire colombien du nom de BSN Medical.

L'expert indépendant de l'ONU pour la Promotion d'un Ordre International Démocratique et Equitable Alfred de Zayas, a analysé la situation économique provoquée par le blocus financier imposé par les Etats-Unis et a manifesté son inquiétude à cause de l'utilisation de la dette extérieure du Venezuela par les institutions financières pour bloquer son accès aux ressources et l'empêcher d'investir dans la santé et les aliments.

L'entreprise Euroclear qui fournit des services financiers a gelé pendant plus de 6 mois 1 650 millions de dollars destinés à l'achat de médicaments et d'aliments : 450 millions de dollars en liquide et 1 200 millions en bons déjà acceptés par les agents économiques. Le Ministère des Finances de Colombie et le Département du Trésor des Etats-Unis ont créé un « groupe de travail stratégique » par lequel ils cherchent à « poursuivre » la corruption au Venezuela. Grâce à cette initiative, les exportations de la Colombie vers le Venezuela, qui sont pour la plupart des exportations de semences, de produits d'hygiène, de médicaments et, évidemment, d'aliments, seraient bloquées.

On condamne aussi le secteur agricole colombien qui bénéficie dans une large mesure de l'importation de fertilisants du Venezuela et on favorise les affaires associées au "Bolívar Cúcuta" et à la contrebande d'extraction vers la Colombie. Euroclear est un système de paiement et de remise d'argent entièrement informatisé qui permet d'échanger des titres, des bons et de l'argent d'une endroit à un autre de la planète en temps réel et devrait garantir aux opérateurs financiers que celui qui paie envoie l'argent et celui qui doit le toucher le reçoive.

L'Etat policier agit grâce au blocus financier

En assumant le gouvernement du monde, la corporatocratie mondialisée que dirigent les

Etats-Unis peaufine un système dans lequel elle conserve un strict contrôle social en supprimant peu à peu les droits civils qu'il dit défendre. Pour le rendre légitime, il faut construire un ennemi ou une menace qui doit être combattu au nom du bien commun : le terrorisme, le trafic de drogues, la délinquance, etc...

Dans ce combat, en ce qui concerne le Venezuela, les divers mécanismes de contrôle sont légitimés : l'intervention des systèmes de paiement, le harcèlement et le chantage envers les fournisseurs, la création de dossiers confus sur des délits comme le trafic de drogues, la corruption, etc... Cette pratique politique est déjà mondiale, elle a configuré de nouveaux cadres pour l'exercice du pouvoir et le contrôle social des populations jamais vus auparavant.

Au Venezuela, cette structure idéologique et matérielle du pouvoir transnational finit par justifier, grâce au blocus financier, des crimes comme la contrebande, la fraude sur le change et par faire des dégâts au patrimoine pour combattre les soi-disant délits du Gouvernement qu'on considère comme une « menace. » Même les sanctions qui touchent sans distinction la santé et la vie de la population sont encouragées par un langage d'enlèvement et d'extorsion.

L'expansion de ce concept permet d'adopter des mesures totalitaires. L'imposition de règles internationales arbitraires comme celles qu'on cherche à imposer grâce à l'Organisation des Etats Américains (OEA) et l'utilisation d'outils de prévention du « terrorisme et du trafic de drogues » comme les « drapeaux rouges » du Département du Trésor et la Loi Patriote pour bloquer les paiements et les transactions financières du Venezuela de n'importe quelle façon.

Ainsi, les Etats-Unis utilisent des armes économiques destinées au domaine militaire pour arriver à asphyxier totalement l'économie vénézuélienne, celles-ci étant protégées par un cadre narratif destiné à faire passer le Venezuela pour un « Etat qui a échoué » auquel doivent être déniés ses droits les plus élémentaires au commerce international.

Dans le cadre du récit et matériellement, les Etats-Unis abordent leurs attaques contre le Venezuela comme s'il s'agissait d'une affaire policière. Les transactions financières du pays pour importer des produits de base sont poursuivies comme s'il s'agissait de la recherche d'un criminel qui doit payer pour un délit commis ou, ce qui est la même chose, selon Julio Borges « une maladie contagieuse qui doit mettre en quarantaine. »

L'embargo promis par certains fonctionnaires des Etats-Unis viendrait compléter l'imposition de cet Etat policier financier dans lequel la population vénézuélienne entière est prise en otage, contrôlée et surveillée constamment en contrôlant les mouvements d'argent qui la soutiennent. Du matériel médical aux caisses destinées aux CLAP, les Etats-Unis cherchent à définir à quelle quantité de ressources la population doit accéder comme s'ils géraient un camp de concentration.

Derrière la fausse préoccupation de « rétablir la démocratie » en suivant le dernier discours du vice-président Mike Pence, se trouve l'application de différentes sortes de contrôle social et financier destinés à obliger la population à accepter cet Etat policier comme seul horizon civilisateur.

Pendant ce temps, « l'option militaire exprimée par Trump en août de 'année dernière est toujours sur la table bien que déjà, grâce au blocus financier, ils aient assez avancé dans a

militarisation des finances du Venezuela, dans le contrôle constant de ses transactions internationales et dans la surveillance policière de chacune de ses importations.

Article original en espagnol : [Bloqueo financiero: EEUU usa técnicas de Estado policial contra Venezuela](#), Resumen latinoamericano, le 13 mai 2018

Traduction Française Lopez pour [Bolivar Infos](#)

La source originale de cet article est [resumenlatinoamericano.org](#)
Copyright © [Misión Verdad](#), [resumenlatinoamericano.org](#), 2018

Articles Par : **[Misión Verdad](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca